

RAPPORT DE LA PLATE- FORME DE DUBLIN 2015 POUR LES DÉFENSEUR-SES DES DROITS HUMAINS



Dublin Castle, 4-6 novembre 2015

Que fait Front Line Defenders?

Front Line Defenders, la fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains, est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale fondée par un "charitable deed trust" (acte sur les organisations caritatives). Elle a été fondée à Dublin en 2001 avec pour objectif de protéger les défenseur-ses des droits humains en danger, c'est-à-dire les personnes qui agissent de façon non violente pour que soient respectés un ou plusieurs droits garantis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Front Line Defenders vise à subvenir aux besoins identifiés par les défenseur-ses eux-mêmes en matière de protection.

Front Line Defenders fournit un soutien rapide et pratique aux défenseur-ses des droits humains en danger par le biais de:

- subventions pour subvenir aux besoins pratiques relatifs à la sécurité des défenseur-ses des droits humains;
- formations et documents sur la sécurité et la protection, y compris sur la sécurité numérique;
- plaidoyer international en faveur des défenseur-ses des droits humains en danger immédiat;
- repos, de répit, notamment par le biais du programme de Front Line Defenders;
- opportunités de développer un réseau et des échanges entre les défenseur-ses des droits humains, y compris pendant la Plateforme de Dublin organisée tous les deux ans;
- le Prix annuel Front Line Defenders pour les défenseur-ses des droits humains en danger;
- une ligne de téléphone d'urgence fonctionnant 24H/24 pour les défenseur-ses des droits humains, en Arabe, Anglais, Français, Espagnol et Russe;
- la relocalisation temporaire de défenseur-ses des droits humains en cas d'urgence.

Front Line Defenders promeut la protection des défenseur-ses des droits humains en soutenant le travail du Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains et d'autres mécanismes internationaux et régionaux. Front Line Defenders promeut le respect de la Déclaration de l'ONU sur les défenseur-ses des droits humains. Front Line Defenders possède un statut consultatif spécial auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies; un statut de partenariat avec le Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples. Front Line Defenders a reçu le Prix international du Roi Baudouin pour le développement en 2007.



En couverture: Kenita Placide, défenseuse des droits humains de Sainte-Lucie, Mary Lawlor, directrice exécutive de Front Line Defenders, Diane Marie Rodriguez Zambrano, défenseuse équatorienne, lors de la Plateforme de Dublin pour les défenseur-ses des droits humains en 2015.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Denis O'Brien (président) est président de Digicel Group. Il est l'un des principaux entrepreneurs en Irlande; il investit largement dans différents secteurs. En 1998, il a été élu Entrepreneur irlandais de l'année lors de la première compétition mondiale organisée et sponsorisée par Ernst & Young. M. O'Brien est également directeur de plusieurs entreprises privées qui détiennent ses autres affaires, notamment Quinta do Lago SA et Communicorp Group Limited. En 2000, il a fondé l'Iris O'Brien Foundation pour aider les communautés désavantagées en Irlande et à l'étranger. Il a cofondé Front Line Defenders.



Kieran Mulvey est directeur général de l'Irish Workplace Relations Commission et consultant auprès de l'Organisation internationale du travail et de l'Union européenne.



Noeline Blackwell est l'ancienne directrice de FLAC (Free Legal Advice Centres) et la nouvelle directrice du Dublin Rape Crisis Centre. Elle est vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)



David Sykes est conseiller en investissement de Island Capital Ltd et avant cela, il occupait des fonctions dans le secteur de la banque et de la bourse, notamment pour Trinity Bank Ltd et Dolmen Stockbrokers Ltd.



Jim Conway a fondé et préside le groupe Print and Display, l'un des plus grands groupes d'impression en Irlande. Il a également plusieurs autres intérêts dans les médias en Irlande et en Europe de l'Est.



Maria Mulcahy est directrice de l'Iris O'Brien Foundation et directrice basée en Irlande de la philanthropie pour Digicel Group. Elle faisait partie de "People in Need" de 1988 à 2000. Elle organisait les Téléthons de RTE, qui ont récolté 28 millions d'euros. Elle était directrice de la campagne de levée de fonds pour les Jeux olympiques spéciaux en 2003.



Mary Jane N. Real est membre fondateur et ancienne coordinatrice de la Women Human Rights Defenders International Coalition (Coalition internationale des femmes défenseuses des droits humains). Avocate de profession, elle a participé à la création du réseau Alternative Law Groups aux Philippines. Elle plaide depuis longtemps pour les droits des femmes et a travaillé avec des organisations de défense des droits des femmes en Asie Pacifique, et au niveau international, y compris en tant que coordinatrice régionale du forum Asie Pacifique sur les femmes, le droit et le développement.



Arnold Tsunga est directeur Afrique de l'International Commission of Jurists (Commission internationale des juristes). Il était secrétaire exécutif de la Law Society of Zimbabwe et directeur exécutif de Zimbabwe Lawyers for Human Rights. Il est co-lauréat du prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits humains 2006.

CONSEIL DE DIRECTION



Michel Forst est Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains et secrétaire général de la Commission nationale consultative française des droits de l'Homme. Il était membre du conseil d'administration de Front Line Defenders. Il était expert indépendant pour l'ONU sur la situation des droits humains à Haïti de 2008 à 2013. Il était secrétaire général du sommet de Paris sur les défenseur-ses des droits humains et directeur de la section française d'Amnesty International.



Hina Jilani est une avocate et défenseuse des droits humains internationalement reconnue. Elle a été Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains de 2000 à 2008. Elle et sa sœur Asma Jahangir ont co-fondé le premier cabinet d'avocates féminin au Pakistan; elle a également co-fondé la Commission des droits humains au Pakistan. Elle est membre de The Elders (Les Sages).



Maina Kiai est Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit de réunion pacifique et d'association. Avocat formé dans les universités de Nairobi et d'Harvard, il a passé les 20 dernières années à militer pour les droits humains et des réformes constitutionnelles au Kenya - en tant que fondateur et directeur exécutif de l'ONG Kenya Human Rights Commission, puis en tant que président de la National Human Rights Commission du Kenya (2003-2008).



James L. Cavallaro est fondateur et directeur de l'International Human Rights and Conflict Resolution Clinic à la faculté de droit de Stanford, où il est également professeur. Avant de rejoindre Stanford, il a passé neuf ans à la faculté de droit d'Harvard, où il était aussi directeur exécutif du programme sur les droits humains. En juin 2013, il a été élu à la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH).



Maryam Elahi est présidente de Community Foundation of Eastern Connecticut. Depuis plus de 25 ans, elle occupe des postes importants dans la communauté internationale des droits humains, en tant qu'avocate, enseignante et elle octroie des subventions. Elle était directrice de l'International Women's Program de l'Open Society Foundations.

fi FRONT LINE DEFENDERS

Registered Charity Number CHY 14029

AVANT-PROPOS

Créée en 2002, la Plateforme de Dublin organisée par Front Line Defenders a lieu tous les deux ans et rassemble des défenseur-ses des droits humains en danger (DDH) afin qu'ils partagent leurs expériences, apprennent les uns des autres, acquièrent de nouvelles compétences et interagissent avec les décideurs d'organisations internationales et intergouvernementales. L'objectif général de l'évènement est de créer un espace sûr où les voix des DDH sont centrales, où leurs opinions sont entendues et leurs luttes et stratégies peuvent être partagées pour informer leurs pairs et le travail de Front Line Defenders peut continuer.

Chaque Plateforme de Dublin est un évènement unique, alimenté par l'extraordinaire esprit des DDH qui y participent, et la Plateforme de Dublin 2015 n'a pas fait exception. 111 DDH de 98 pays différents nous ont rejoints à Dublin. 111 DDH qui refusent d'accepter l'injustice et qui luttent pour que les droits humains ne soient pas négociables. 111 DDH qui œuvrent sans relâche pour les droits humains et qui incarnent un espoir calme et l'héroïsme. C'est cet esprit qui est si merveilleusement capturé dans les mots du poète nord-irlandais Derek Mahon:

*"Comment pourrais-je ne pas être content de contempler les nuages qui se dissipent derrière la fenêtre,
Et la marée haute qui se reflète sur le plafond?
Il y aura des morts, il y aura des morts, mais ce n'est pas la peine d'approfondir.
Le flux de poèmes de la main spontanée, et la source cachée est le cœur vigilant.
Le soleil se lève malgré tout, les villes lointaines sont belles et lumineuses.
Je me trouve ici dans une explosion de lumière solaire, en train de regarder le jour se lever et les nuages passer.
Tout va bien se passer".*

Front Line Defenders s'efforce de répondre à la réalité toujours changeante du terrain sur lequel les DDH en danger évoluent, et avec chaque plateforme de Dublin, nous nous assurons que le programme et les discussions abordent les nouveaux problèmes et les nouveaux défis. Dans ce rapport de 2015, par exemple, nous parlerons des enseignements et des issues d'un groupe de discussion intitulé "l'échec ultime, les meurtres de défenseur-ses des droits humains", présenté en réponse au nombre croissant de DDH tués et à l'impunité qui prévaut dans ces affaires. De même, un groupe de discussion intitulé "Mise en échec, flexibilité et résilience: continuer à travailler malgré des lois restrictives" a été mis au programme cette année pour développer les leçons et les limites qui ont découlé du groupe 2013 intitulé "protection et développement d'un environnement dans lequel les DDH peuvent travailler".

Bien que la justice, la liberté et les droits humains risquent de n'être pas facilement obtenus, et alors que les régimes autoritaires continuent de tout mettre en œuvre et d'investir des ressources pour faire taire et discréditer la société civile indépendante, ce sont ces 111 DDH courageux et leurs collègues qui se dressent de façon déterminée pour leurs engagements, pour parler ouvertement et défendre les droits des autres, et qui feront en sorte que ces objectifs ne soient pas niés indéfiniment.

À tous ces chers DDH qui ont participé à la plateforme de Dublin en 2015, et à tous les défenseur-ses des droits humains en danger à travers le monde, nous vous remercions pour votre persistance et votre détermination pour guérir avec passion et compassion la douleur et l'injustice infligée à vos communautés. Pour nous à Front Line Defenders, vous êtes notre inspiration - notre raison d'être.

Mary Lawlor
Directrice exécutive
Front Line Defenders



NOUS SOMMES ATTAQUÉS PARCE QUE NOUS SOMMES SUR LA BONNE VOIE. NOUS CONTINUERONS À RÉVER ET À PARLER ENTRE NOUS EN TANT QU'ÊTRES HUMAINS AU-DELÀ DES IDÉOLOGIES ET DES RELIGIONS.
UN DDH, IRAK

JE PARLE POUR CEUX QUI NE PEUVENT PARLER, J'ÉCRIS POUR CEUX QUI NE PEUVENT ÉCRIRE
HRD, UGANDA

INTRODUCTION

La huitième Plateforme de Dublin, organisée à Dublin Castle du 4 au 6 novembre 2015, a rassemblé 111 défenseurs et défenseuses des droits humains (DDH) venant de 98 pays, pour partager et débattre de leurs expériences et de leurs préoccupations.

Mary Lawlor, directrice exécutive de Front Line Defenders; Seán Sherlock TD, ministre irlandais du Développement, de la promotion syndicale et de la coopération nord-sud; Zeid Ra'ad Al-Hussein, Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme; Michel Forst, Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme; et Stavros Lambrinidis, Représentant spécial de l'UE pour les droits de l'Homme, ont participé à ce rassemblement. Plusieurs organisations internationales et nationales de défense des droits humains, fondations et donateurs y ont également participé.

Comme lors des précédentes Plateformes, les participants ont parlé de leurs inquiétudes avec les principaux intervenants et avec les membres de trois panels thématiques, qui ont abordé les meurtres de DDH, les stratégies pour lutter contre les risques spécifiques liés au genre auxquels les défenseuses des droits humains (FDDH) sont exposées, et comment les DDH peuvent-ils poursuivre leur travail malgré des lois restrictives. En outre, les participants se sont réunis en six groupes différents en fonction des langues, durant les après-midis du premier et du second jour, pour parler des défis qu'ils doivent affronter dans différentes régions ainsi que de la façon de les gérer ou des les résoudre.

Pendant la Plateforme, de nombreux DDH ont décrit leurs expériences. Deux sessions entières ont été consacrées à leurs témoignages à la fin du second et du troisième jour.

Dans la soirée du 4 novembre, le Gay and Lesbian Equality Network (GLEN) et le National Women's Council of Ireland (NWC) ont organisé des événements parallèles publics pour aborder respectivement la façon dont les DDH travaillent pour réaliser les droits des personnes LGBTI et des femmes. Un troisième événement, organisé par Twitter, a examiné la façon dont les DDH peuvent utiliser Twitter dans le cadre de leur travail et comment Twitter peut également être employé pour harceler et surveiller les DDH.

La Plateforme s'est achevée par un dîner final à la Old Jameson Distillery à Dublin.

S'IL NOUS NOUS TENONS LA MAIN, NOUS
DEVENONS ASSEZ FORTS POUR
CONSTRUIRE UN MONDE HUMAIN
UN DDH, IRAN

JE N'AVAIS PAS VU AUTANT DE GENS
SOURIRE LES UNS AUX AUTRES DEPUIS
LONGTEMPS. JE SENS QUE JE FAIS PARTIE
D'UNE SEULE SOCIÉTÉ CIVILE
UN DDH, FÉDÉRATION DE RUSSIE

OBJECTIFS DE LA 8E PLATEFORME DE DUBLIN

- Analyser et exposer la réalité de la répression des défenseurs des droits humains et promouvoir leur travail à l'échelle internationale.
- Prioriser le partage des expériences de sorte que les défenseur-ses des droits humains puissent apprendre les uns des autres et débattre des leçons stratégiques qu'ils peuvent tirer de la prévention et de la minimisation des risques.
- Fournir une opportunité aux participants de rapporter leurs expériences et de formuler des recommandations pratiques dans des domaines spécifiques et d'influencer la façon de penser à l'échelle internationale.

Questions clés

Les discours, panels et groupes de discussions ont mis en lumière plusieurs questions critiques. La première est la propagation, à travers chaque continent, de lois et de pratiques officielles destinées à entraver et restreindre les actions de la société civile. Les organisations doivent respecter des critères pour s'enregistrer, par exemple, elles n'ont pas le droit de recevoir des fonds de l'étranger, de s'engager dans un lobbying "politique", ou font l'objet d'enquêtes administratives et de surveillance électronique. Cette diminution de l'espace de la société civile est exacerbée par un second phénomène: l'intensification des actes de harcèlement, d'intimidation et de violence contre les DDH, révélée brutalement par le nombre de DDH assassinés à cause de leur travail.

Dans de nombreuses parties du monde, les assassinats et les actes d'intimidation sont intimement liés aux conflits pour ressources économiques, la terre, la lutte pour la protection de l'environnement et les communs publics des mines et autres gros projets, et aux manifestations contre la corruption publique et privée.

Par-dessus tout cela, il y a l'usage de plus en plus fréquent des nouvelles technologies pour réprimer la défense des droits humains: l'utilisation de la surveillance électronique pour surveiller et envahir la privée, et l'utilisation des réseaux sociaux pour les harceler et les intimider.

Aucune de ces tendances n'est nouvelle en soi. Cependant, prises toutes ensemble, ces tendances forment un environnement de plus en plus menaçant et restrictif pour les DDH, et pour les combattre ils doivent développer de nouvelles techniques et réponses.

Comme l'a révélé le débat avec les principaux intervenants, les gouvernements démocratiques et les organismes régionaux de défense des droits humains qui soutiennent les DDH ne sont pas préparés à ces défis. Dans de nombreux pays, les politiques et intérêts économiques se heurtent aux engagements

J'AI ÉTÉ ARRÊTÉ ET TORTURÉ. LA POLICE M'A
DEMANDÉ: "TU TE PRENDS POUR JÉSUS POUR
PENSER QUE TU PEUX SAUVER LES
HABITANTS DES BIDONVILLES?" J'AI ÉTÉ
ASSEZ GRAVEMENT BLESSÉ ET TOUTE
CETTE NUIT-LÀ, JE ME SUIS DEMANDÉ SI
J'ÉTAIS PRÊT À CONTINUER À FAIRE CE
TRAVAIL. MAIS LE LENDEMAIN MATIN, LE
TRIBUNAL ÉTAIT PLEIN DE PERSONNES
VÊTUES DE TEE-SHIRTS ROUGES... IL Y AVAIT
DES MANIFESTATIONS DANS LA RUE. CELA
M'A DONNÉ LA RÉPONSE
UN DDH, AFRIQUE DU SUD

IL EST PROBABLE QUE LES ANCIENNES
MÉTHODES NE FONCTIONNENT PLUS DANS UN
ENVIRONNEMENT OÙ LES GOUVERNEMENTS
SE SONT ADAPTÉS POUR MAINTENIR LES
PRESSIONS ET POUR DEVENIR 'ÉTANCHES'. [...] IL EST IMPORTANT DE TROUVER DE
NOUVELLES STRATÉGIES
UN DDH, BANGLADESH

UN ÉTAT AGIT ET DES ÉTATS FONT DE MÊME
SI RIEN N'EST FAIT. PRÈS D'UN QUART DES
PAYS DE L'OSCE ONT ADOPTÉ DES LOIS
EXTRÊMEMENT RESTRICTIVES. CETTE CRISE
N'EST PAS ÉTRANGÈRE AUX PERSONNES
PRÉSENTES DANS CETTE PIÈCE. LE SILENCE
ASSOURDISSANT PROVIENT DES CAPITALES -
DANS L'OEA, LE CONSEIL DE L'EUROPE, L'UE
BRIAN GRIFFEY

des États démocratiques envers les droits humains, tandis que les organisations internationales n'ont toujours pas suffisamment modernisé leurs méthodes et travaillent trop lentement. De nombreux intervenants ont rappelé que pour protéger les droits humains et DDH, il sera nécessaire de développer de nouvelles approches créatives, et de travailler plus étroitement à de nouvelles formes d'alliances.

Ce rapport relate les différentes discussions qui ont eu lieu au cours des trois jours de la Plateforme et résume les propositions qui ressortent pour protéger les DDH des menaces auxquelles ils sont exposés, agrandir l'espace dans lequel ils travaillent et faire progresser les droits humains pour tous.

SESSION 1

Présentations par Mary Lawlor, directrice exécutive de Front Line Defenders, Seán Sherlock TD, ministre irlandais du Développement, de la promotion syndicale et de la coopération nord-sud et Zeid Ra'ad Al-Hussein, Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme.

Dans son discours d'ouverture, **Mary Lawlor** a souligné que les DDH sont pris pour cible parce qu'ils sont efficaces. Les gouvernements autoritaires mettent tout en œuvre et rassemblent leurs ressources pour fermer, réduire au silence, restreindre et discréditer la société civile indépendante, en particulier lorsqu'elle critique les politiques du gouvernement.

Elle a déclaré que les gouvernements démocratiques devraient activement répondre en élargissant l'espace pour les DDH. "Trop de personnes courageuses qui travaillent de façon non violente et légitime pour défendre les droits de leurs communautés sont prises pour cible à cause de leur combat pour faire respecter les principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, à laquelle tous les États membres de l'ONU ont adhéré. Ils sont sacrifiés aux pouvoirs corrompus des autocrates, à la violence des groupes armés, à la faim des industries de l'extraction et aux mines illégales, et à la force et à l'influence des grandes entreprises". Et trop souvent, "ces gouvernements qui se proclament démocratiques considèrent apparemment les droits humains comme quelque chose de désirable, mais pas important. Il n'y a pas de ligne rouge qu'ils ne franchiront pas dans le but de protéger ces intérêts".

Mary Lawlor met en lumière l'échec de la communauté internationale à apporter un soutien durable aux DDH qui ont été condamnés injustement à de longues peines de prison. Elle déplore le fait qu'après un moment, "seuls leurs proches continuent à poursuivre une action systématique pour essayer de les faire libérer" et elle a rappelé les noms d'Abdulhadi Al-Khawaja (Bahreïn, prison à perpétuité), Atena Daemi (Iran, 14 ans), David Rabelo Crespo (Colombie, 18 ans), Azimjan Askarov (Kirghizstan, prison à perpétuité), et Dawit Isaak (Érythrée, détenu sans charge depuis 2001).

De nombreux DDH sont également tués à cause de leur travail. Au cours des dix premiers mois de 2015, Mary Lawlor a indiqué que Front Line Defenders avait enregistré les meurtres de 115 DDH dans 23 pays.¹ Elle a énoncé les meurtres de Chai Bunthongiek (Thaïlande), Sabeen Mahmud (Pakistan), Francela Mendez (El Salvador), et Emerito Samarco, Dionel Campos, Bello Sinzo (Philippines)... "Tragiquement une fois qu'un-e défenseur-se est tué, il est très vite oublié. Combien de fois entendez-vous les noms de personnes assassinées après leur mort, et dans combien d'affaires les coupables sont-ils traduits en justice?"

Elle a annoncé que Front Line Defenders espérait, avec d'autres organisations, créer un mémorial international pour les défenseurs et défenseuses des droits humains assassinés depuis que la déclaration de l'ONU sur les DDH a été adoptée en 1998. Elle a déclaré que le mémorial devrait être plus qu'une simple liste de noms: il devrait célébrer leurs vies et leur travail et représenter quelque chose de concret auquel les familles et collègues peuvent contribuer.

En créant un mémorial international, nous créerions collectivement un témoignage puissant pour le sacrifice des personnes qui ont perdu la vie, ainsi qu'un réquisitoire contre l'impunité tenace.

M. Seán Sherlock, ministre irlandais du Développement, de la promotion syndicale et de la coopération nord-sud, a salué les DDH et le travail de Front Line Defenders. Dans son discours, il a insisté sur le fait que la "critique ne peut être considérée comme un crime".

Nous entendons des gouvernements qui insistent sur la nécessité que les DDH soient responsables et qu'ils rendent des comptes pour justifier les restrictions ou la répression. En faisant cela, ils oublient l'un des principes les plus fondamentaux de la démocratie: l'État est responsable de ses citoyens, et la principale responsabilité de promouvoir et protéger les droits humains lui revient.

En décrivant les contributions de l'Irlande au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, le ministre a mis l'accent sur deux résolutions que l'Irlande a aidé à rédiger et négocier en 2013 et 2014. Cela "souligne l'importance de la contribution de la société civile à de nombreux aspects de nos vies, et appelle les États à créer et maintenir dans les lois et en pratique, un environnement sûr et encourageant dans lequel la société civile peut opérer librement". Le Conseil des droits de l'Homme a ensuite demandé au Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme de préparer des recommandations pour 2016, sur la mise en place d'un environnement sûr et encourageant pour la société civile.

M. Sherlock a réaffirmé les engagements de l'Irlande envers les DDH. "Nous vous sommes tous redevables pour votre courage et votre conviction. Il est inacceptable que vous soyez exposés à de grands risques personnels et au danger lorsque vous exercez vos libertés et droits fondamentaux, et lorsque vous essayez de garantir les droits de tous. L'Irlande continuera à faire entendre notre voix pour soutenir votre travail et assurer votre protection".

En prenant la parole par vidéo-conférence depuis Genève, **Zeid Ra'ad Al-Hussein, Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme**, a également souligné les menaces que représentent les tentatives visant à réduire l'espace de la société civile.

J'AI TOUJOURS PENSÉ QUE VOUS ÉTIEZ FAITS DE FEU ET D'AIR. DE FEU PARCE QUE VOUS BRÛLEZ D'UNE PASSION POUR CORRIGER CE QUI NE VA PAS. ET D'AIR, PARCE QUE "VOUS MARCHÉZ SUR L'AIR CONTRE VOTRE MEILLEUR JUGEMENT."
MARY LAWLOR, DIRECTRICE DE FRONT LINE DEFENDERS

JE DIRIGE UNE ASSOCIATION DE JEUNES AU BAHREÏN. EN 2015, DES HOMMES MASQUÉS SONT VENUS CHEZ MOI, FAISANT PEUR À MA FAMILLE ET ME MENAÇANT. ILS MONT SUSPENDU AU PLAFOND, MONT FAIT SUBIR UN SIMULACRE DE NOYADE, MONT PRIVÉ DE SOMMEIL, MONT OBLIGÉ À SIGNER UNE DÉCLARATION EN L'ABSENCE D'UN AVOCAT. JE PORTE TOUJOURS DES SIGNES DE TORTURE. J'AI ÉTÉ CONDAMNÉ À 15 ANS DE PRISON ET ON A REFUSÉ DE SOIGNER LES BLESSURES INFLIGÉES PAR LES ACTES DE TORTURES. APRÈS UNE MUTINERIE EN PRISON, JE VAIS MAINTENANT ÊTRE DE NOUVEAU JUGÉ. MAIS JE LE SAIS: NOUS ALLONS SURVIVRE UN DDH, BAHREÏN

1. Selon le Rapport annuel de Front Line Defenders 2016 (Janvier 2016), 156 défenseur-ses des droits humains ont été tués ou sont décédés en détention dans 25 pays durant les 11 premiers mois de 2015. Voir <https://www.frontlinedefenders.org/annual-reports>.

Aux quatre coins de la planète, nous voyons des lois qui interdisent l'accès aux fonds provenant de l'étranger, ainsi que des interdictions de voyager et des tentatives pour restreindre le travail des organisations de la société civile. Nous voyons des poursuites infondées, des campagnes de diffamation, des destructions de biens, des disparitions et même des meurtres d'acteurs clés de la société civile. Nous voyons aussi des mesures pour bloquer ou limiter l'espace démocratique sur internet et une surveillance massive. De même, il y a des tentatives pour écraser la presse libre, notamment si elle enquête sur les violations des droits humains, la corruption et les délits commis par des représentants de l'État. Il y a de nombreux pas en arrière, parfois meurtriers. Ils savent le meilleur antidote contre l'extrémisme violent, à savoir, l'espace pour une société civile saine.

Le Haut-commissaire a appelé à de nouvelles formes d'alliances pour protéger les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique. Au niveau mondial, cela signifie que nous poursuivrons notre travail pour réunir une coalition plus importante et plus diverse d'États et d'organisations dans le but de protéger la participation publique et de tenir le cap contre les restrictions qui affectent cette participation. Nous devons mieux aligner nos voix et nos actions pour peser au niveau local, et pour garantir que les limitations, les intimidations et les représailles contre les acteurs de la société civile seront sanctionnées politiquement, économiquement, et qu'elles terniront la réputation de ceux qui les mettent en place.

Dans le même temps, il a fait preuve d'optimisme. "L'espace démocratique ne se réduit pas partout. Chaque jour, aux quatre coins du monde, des gens se rassemblent et s'organisent de façon créative pour parvenir au changement. Nous devons les rechercher, défendre leur travail et partager leurs expériences".

Après son discours, le Haut-commissaire a répondu aux questions de l'audience: sur le droit à la terre et les usurpations de terres par les corporations; sur la protection des personnes LGBTI; sur le statut juridique et le futur du Sahara Occidental; sur l'emprisonnement en Mauritanie de Biram Dah Abeid; sur l'élection de l'Arabie Saoudite au Conseil des droits de l'Homme; sur la protection des défenseur-ses des droits humains mexicains et sur les droits privés.

Le Haut-commissaire a répondu que dans de nombreux cas, son bureau sait ce qui doit être dit, mais ne peut pas tout le temps garantir que les mots ont un effet. Il est particulièrement important de mettre en place des stratégies lorsque les défenseur-ses des droits humains sont sous pression.

À propos de l'appropriation des terres, il a déclaré que les investissements et les comportements abusifs devraient être dénoncés, mais qu'il devrait peut-être y avoir une vaste campagne, car les voix isolées ou les voix des minorités pourraient ne pas être entendues. Il a indiqué qu'il y a beaucoup de bons exemples de vastes campagnes efficaces, attiré l'attention sur la valeur des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, et a déclaré que son bureau envisage la possibilité d'intenter des actions en justice dans certains cas, sous la forme d'*amicus curiae*.

À propos de la répression contre les droits des personnes LGBTI en Europe, le Haut-commissaire a déclaré que son bureau défend toutes les personnes qui sont désavantagées ou qui subissent des discriminations, qu'elles soient LGBTI ou migrantes.

Tout en reconnaissant l'importance de la question du Sahara Occidental, le Haut-commissaire a déclaré que son bureau avait envoyé deux missions cette année sur le territoire pour rencontrer les communautés sahraouies. Il a affirmé que les droits des personnes sur le territoire devaient être honorés et a reconnu qu'il est problématique que la MINURSO (la mission de l'ONU responsable du territoire) n'ait aucune composante relative aux droits humains.

En ce qui concerne l'Arabie Saoudite, le Haut-commissaire a indiqué que ce sont les États et non son bureau qui déterminent qui siège au Conseil des droits de l'Homme. Le HCDH a critiqué un certain nombre des pratiques de l'Arabie Saoudite et a condamné certains aspects de l'intervention au Yémen. Il a déclaré que son bureau ne fait aucune distinction entre les pays et que tous les gouvernements ont les mêmes responsabilités en ce qui concerne les droits humains, mais que bien souvent, les gouvernements ne les respectent pas. Il a ajouté que le Commissariat examine actuellement sa couverture des pays afin d'évaluer s'il doit remédier à un quelconque fossé en terme de couverture.

Au Mexique et en Amérique Latine plus généralement, le Haut-commissaire a déclaré que les organisations de la société civile devraient militer ensemble avec son Commissariat et les autres acteurs dans le domaine pour protéger les droits humains et élargir l'espace de la société civile. Il a constaté que, tandis que l'ONU se fait entendre sur de telles questions, la communauté diplomatique est parfois injustement discrète en terme de soutien aux DDH et les principes fondamentaux qu'ils défendent.

Pour finir, en réponse à la question sur la vie privée, le Haut-commissaire a déclaré que les communications modernes aidaient les DDH, mais qu'elles pouvaient également entraver leur travail et faciliter l'oppression. Il sera important de voir ce qui peut être fait pour renforcer la supervision judiciaire, et réguler le commerce dans ce domaine.

Le monde est compliqué. Nous faisons de notre mieux pour mettre en lumière la pression qui pèse sur les DDH et leur travail. Mais nous n'y parviendrons, et ne parviendrons à atteindre nos objectifs, que si la société civile a la place pour demander des comptes au gouvernement pour tout crime ou toute mauvaise conduite que ses dignitaires commettent. Si l'on veut que les droits humains soient respectés et que notre planète survive, les DDH doivent être placés en tête de nos priorités.

SESSION 2

Présentations par le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains, le Représentant spécial de l'UE pour les droits humains, et le ministère norvégien des Affaires étrangères, Genève.

Michel Forst, Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains, a dressé un bilan des 18 premiers mois de son mandat, durant lesquels il a organisé sept consultations régionales avec plus de 500 DDH venant de 111 pays. Il a présenté son rapport et ses conclusions à l'Assemblée générale de l'ONU en octobre 2015.

J'étais consterné par le nombre de DDH pris pour cible par des campagnes de diffamation, menacés, arbitrairement détenus, torturés ou tués... [et] frappé par les risques que courent certains groupes de défenseurs: les femmes défenseuses, ceux qui travaillent dans les zones de conflit, qui défendent le droit à la terre, les journalistes, les blogueurs, les DDH LGBTI, entre autres.

Il a promis d'étendre les frontières de son mandat dans le but d'avoir plus d'impact, et d'être "la voix pour les inquiétudes et les aspirations des défenseurs" et un "pont entre les militants et ceux qui les critiquent". Pour parvenir à ces objectifs, il a déclaré que son bureau répondrait plus rapidement aux situations urgentes, renforcerait les communications, publierait des rapports sur les questions cruciales telles que les droits humains dans les zones de conflit, et relierait de façon plus étroite les mécanismes de protection internationaux et nationaux, par le biais de visites non-officielles et officielles, les réseaux sociaux et le site web de son mandat. Il affirme qu'il sera aussi essentiel de "s'engager auprès des parties prenantes", telles que les villes, les entreprises et les leaders religieux. "Je suis convaincu que nous devons trouver un équilibre entre dénoncer les violations méprisables perpétrées contre les défenseurs et présenter des pratiques honorables pour les soutenir. Je souhaite démontrer aux gouvernements sceptiques qu'il y a des pratiques encourageantes et de soutien pour promouvoir et protéger les défenseurs, qui peuvent être dupliquées et avoir un effet multiplicateur.

Pour cela, le Rapporteur spécial a annoncé qu'il lancera une étude mondiale en ligne pour identifier les bonnes pratiques de tous les acteurs - étatiques ou non, les institutions nationales de défense des droits humains, la société civile, les donateurs, les organisations intergouvernementales, les ambassades étrangères et en particulier, les DDH eux-mêmes. Elle couvrira les cadres juridiques et politiques, les programmes de protection, ainsi que les risques particuliers encourus par des DDH particuliers, notamment les femmes, les travailleurs LGBTI, les avocats et les défenseurs du droit à la terre et des droits ESC. Le Rapporteur spécial, qui préparera un rapport officiel sur la base de cette étude en mars 2016, a invité tous les participants à y contribuer avec leurs idées et expériences.

Je reste optimiste. Je pense qu'il y a encore beaucoup de choses qui n'ont pas encore été totalement explorées ou essayées. [...] Je suis également optimiste, car je vois que les organisations de la société civile et les militants des droits humains n'ont jamais été aussi actifs... Laissez-nous le temps de nous rassembler, de parler et de partager afin que nous puissions nous sentir plus forts pour continuer à nous battre.

Stavros Lambrinidis, représentant spécial de l'UE pour les droits humains, a rappelé que les DDH sont craints parce qu'ils dénoncent les abus, contrarient souvent les personnes puissantes et font la lumière sur les injustices sociétales (telles que la corruption et le comportement criminel de l'État). Ils menacent des structures de pouvoir injustes. "Les défenseuses détruisent le patriarcat et changent les sociétés. Un système judiciaire indépendant empêche les abus du gouvernement. Les entreprises tenues pour responsables sont contraintes de changer leurs pratiques".

C'est pour cela qu'il y a une réaction violente contre la société civile. Pour contrer cette violence, a-t-il dit, l'UE met plus de ressources pour protéger les DDH. "Nous faisons plus et dépensons plus, nous sommes plus actifs au niveau diplomatique et nous sommes mieux coordonnés". L'UE finance actuellement plus de cas au tribunal; soutient les familles des DDH les plus persécutés; et augmente son budget relatif aux DDH et aux programmes de la société civile. Elle organise plus de 40 dialogues sur les droits humains et d'autres incluent des ateliers préparatoires sur les ONG, donnant une reconnaissance aux organisations. À l'ONU également, la diplomatie politique en faveur de la société civile est de plus en plus explicite: plusieurs initiatives ont soutenu la liberté d'expression et d'association et ont cherché à élargir l'espace de la société civile.

Le défi est de toujours défendre les droits lorsqu'ils sont contestés - pas lorsqu'il y a un accord. C'est pour cela que les droits humains se focalisent sur les minorités. Les droits humains n'ont jamais été une bataille à propos de la religion, l'identité ou les systèmes politiques. Ils sont une bataille au sein même des religions, des identités et des systèmes politiques.

M. Lambrinidis a affirmé que "nous devons changer la façon dont la société civile est décrite" afin de contrer ceux qui prétendent que les organisations de la société civile sont subversives, non représentatives ou sponsorisées par l'Occident. Le Printemps Arabe n'a pas eu lieu parce que les gens étaient manipulés par l'étranger ou par la société civile. En fait, la société civile est souvent un allié crucial de l'intérêt public et du gouvernement lui-même. Elle est souvent le premier messageur en cas de crimes

LE DESTIN NE NOUS A JAMAIS ENVOYÉ DE DÉFIS QUE NOUS NE POUVIONS SURMONTER. NOUS AVONS TOUJOURS LE CHOIX D'ÊTRE DES PERSONNES HONNÊTES OU DES VAURIENS
UN DDH, BIÉLORUSSIE

J'AI SOUVENT ÉTÉ MENACÉ ET ARRÊTÉ POUR AVOIR UTILISÉ LE DROIT POUR ACCUSER DES FONCTIONNAIRES DE CRIMES ADMINISTRATIFS ET DE CORRUPTION. BIEN QUE BEAUCOUP DE MES PLAINTES NE SOIENT PAS VICTORIEUSES, LE NOMBRE D'AVOCATS JETÉS DANS LES PRISONS NOIRES A DIMINUÉ ET LA PLACE DE LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS S'EST ACCRUE. GRÂCE NOTRE USAGE DU DROIT ADMINISTRATIF POUR DÉFIER LES CRIMES ET LES MAUVAISES CONDUITES
UN DDH, CHINE

NOUS SOMMES ACCUSÉS D'ÊTRE DES AGENTS ÉTRANGERS. EN FAIT, NOUS SOMMES LES PATRIOTES DE NOTRE PAYS UN DDH, FÉDÉRATION DE RUSSIE

DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS N'EST PAS UN EFFORT HÉROÏQUE. C'EST UNE TÂCHE. POUR LES CITOYENS, POUR LES JOURNALISTES, POUR LES FONCTIONNAIRES. POURQUOI DÉFENDONS-NOUS LES DROITS HUMAINS? PARCE QUE LA VIE NOUS LE DEMANDE UN DDH, COSTA RICA

CHAQUE POUVOIR EST RELATIF. IL N'Y A PAS DE POUVOIR ABSOLU. EN TANT QU'ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS, NOUS DEVRIONS ÊTRE CAPABLES DE TROUVER DES FAÇONS DE TRAVAILLER ET DE DIRE LA VÉRITÉ AU POUVOIR UN DDH, ÉTHIOPIE

contre l'humanité, de corruption et de dégradation de l'environnement. Les groupes indépendants et les particuliers qui défendent la tolérance et le respect des droits humains sont souvent également les plus fervents critiques du terrorisme.

Nous devons travailler ensemble. Ce que vous faites est solitaire et souvent impopulaire. Les gouvernements tentent de vous isoler. Donc vous avez des ennemis. Mais vous avez aussi de puissants amis.

M. Lambrinidis a ensuite répondu aux questions de l'audience.

- Les autorités ne parviennent pas à protéger les femmes qui remettent en question le patriarcat, parce que les dignitaires eux-mêmes ont des valeurs patriarcales.
- Il est difficile de se mettre d'accord sur une histoire commune, car les histoires des États et des DDH sont très différentes; les États soutiennent les droits humains après les intérêts économiques.
- Que peut faire l'UE concernant les violations des droits humains perpétrées dans le sud de la Thaïlande?
- Comment l'UE peut-elle surmonter l'obstacle de la souveraineté de l'État, pour empêcher les DDH d'être injustement emprisonnés par des systèmes judiciaires nationaux corrompus?
- Pourquoi l'accord sur le nucléaire iranien n'a-t-il pas pris en compte les droits humains?
- L'UE soutiendrait-elle la création d'une journée internationale des DDH?

Tout en précisant que les droits des femmes sont sensibles parce qu'ils remettent en question des attitudes profondément ancrées, M. Lambrinidis a suggéré deux approches efficaces pour réduire les MGF: avoir le soutien des hommes, car cela ouvrirait la porte au changement; et introduire les normes et principes internationaux dans le débat, car cela rend les femmes autonomes.

Tout en reconnaissant que les États et les DDH ont des histoires différentes, il a répété que nous devons intéresser plus de personnes, parce que beaucoup ne comprennent pas ce que font les DDH. Même dans les sociétés répressives, arrive un moment où les gens reconnaissent que la répression ne fonctionnera pas; l'UE doit être prête à saisir ces moments.

Concernant la torture dans le sud de la Thaïlande, M. Lambrinidis a indiqué qu'en attendant le retour de la démocratie, l'UE avait suspendu les discussions avec la Thaïlande sur de nombreux sujets, y compris la torture.

À propos de l'Iran, il a déclaré que ce traité particulier parlait exclusivement de la question nucléaire: cependant, l'UE soulève systématiquement la question des droits humains lors de ses négociations avec l'Iran.

Sur la question de la souveraineté, M. Lambrinidis a déclaré que le sujet revenait dans de nombreux domaines, pas seulement les droits humains. La principale idée est de souligner que la souveraineté de chaque pays est mise en avant si ces derniers participent activement à la communauté internationale, par le biais du commerce, de l'environnement, des droits humains ou d'autres domaines.

Michel Forst a ajouté que son bureau partageait les affaires des DDH portées à son attention avec l'UE, afin que l'Union puisse aborder ces affaires avec les gouvernements concernés. En ce qui concerne la souveraineté, il a indiqué que les États avaient unanimement approuvé le mandat du Rapporteur spécial, et que par conséquent, il agit en présumant que tous les États approuvent son travail.

Lors de la conclusion de la session, **Signe Hjelde**, une conseillère du ministère norvégien des Affaires étrangères, a parlé de la résolution annuelle sur les DDH, traditionnellement soutenue par la Norvège. Mme Hjelde a indiqué qu'un texte final était attendu pour le 26 novembre. La résolution mettrait en lumière le droit à la liberté d'expression, d'organisation et d'association, ainsi que l'importance de protéger la place de la société civile. La Norvège a ouvert des consultations avec tous les États pour trouver un accord sur la résolution et a salué la participation des défenseurs des droits humains.

SESSION 3

L'échec ultime, les meurtres de défenseur-ses des droits humains. Panel composé de Donald Hernandez Palma (Honduras), Tanveer Jahan (Pakistan), Zahra Mohamed Ahmed (Somalie) et Wadih Al-Asmar (Liban).

Les panellistes ont commencé en décrivant la situation dans leur pays. Au Honduras, quelque 20 personnes meurent violemment chaque jour. 54 journalistes et 102 avocats ont été assassinés depuis 2003, 174 personnes LGBTI ont été assassinées entre 2009 et 2014, et 109 défenseur-ses de l'environnement ont été tués entre 2000 et 2013.

Au Pakistan, les DDH sont très exposés à la violence des propriétaires terriens, des groupes religieux extrémistes, des autorités et de la police. Les politiques "antiterroristes" menées par les gouvernements ont encore plus renforcé leur vulnérabilité. Très peu de tueurs sont traduits en justice, car les personnes puissantes les soutiennent.

En Somalie, les assassinats sont fréquents, les tribunaux sont corrompus et les policiers sous-payés. De nombreux journalistes sont tués, et il est particulièrement dangereux d'être une femme. Beaucoup de femmes déplacées à l'intérieur du pays ont été violées et tuées, bien que les droits des femmes attirent de plus en plus l'attention depuis 2014.

Avant le Printemps Arabe, les DDH au Moyen-Orient étaient parfois tués, mais les disparitions et la torture étaient les risques les plus fréquents. Désormais, les DDH sont tout simplement tués par les acteurs étatiques et non étatiques en Syrie, en Turquie et en Irak, et sont harcelés par d'autres moyens. Les meurtres sont tolérés par les États, mais pas par l'opinion publique. Malheureusement, l'opinion publique n'a que peu d'influence sur la situation régionale actuelle très complexe.

Les membres du panel ont donné plusieurs réponses aux menaces auxquelles ils font face. Au Honduras, le problème est que les gens se sont habitués à la violence et à ce qu'elle leur prive de leur autonomie.

Nous pensons que nous devons aller vers les communautés, pour leur expliquer leurs droits et comment ils peuvent protester. Mais cela crée de nouveaux dangers, car les intérêts attaquent les peuples lorsqu'ils se dressent. Quand cela se produit, nous rendons ces attaques publiques, nous aidons les gens à porter leurs cas devant la justice, et nous "mettons la honte" aux coupables sur le plan international.

Au Pakistan, après avoir fait une étude sur la société civile, la Commission démocratique pour le développement humain a découvert que très peu de personnes savaient comment gérer leurs risques; depuis, elle a formé plus d'un millier de personnes. Lorsqu'elle a réalisé que la confiance était également un problème, la commission a rassemblé des organisations pour parler de la coopération et du renforcement de la sécurité, et a mis en place un système d'avertissement anticipé qui alerte les organisations locales, régionales et internationales des menaces.

L'action en Somalie est limitée par la corruption du système judiciaire et l'insécurité générale, qui persistent malgré la présence de forces de l'ONU et internationales. Il est vital d'accentuer la responsabilité officielle et l'accès à une véritable justice.

En faisant écho et en développant ce point, Wadih Al-Asmar a indiqué que mettre fin à l'impunité et poursuivre les assassins est essentiel pour mettre fin aux meurtres et aux violences au Moyen-Orient.

Les DDH ne sont pas tués arbitrairement, mais pour les empêcher d'être témoins ou d'enquêter sur les crimes. En outre, les personnes qui tuent bénéficient de l'impunité, comme les gouvernements. Protéger les DDH ne fait que retarder leur assassinat. Nous devons créer les conditions dans lesquelles les coupables devront payer un prix très élevé. Chaque décès doit faire l'objet d'une enquête, chaque coupable doit être poursuivi. Cela doit coûter moins cher de laisser un DDH tranquille que de le tuer.

Lors de ce débat, les participants ont fait plusieurs suggestions.

- La communauté internationale doit agir de façon plus efficace pour sanctionner les tyrans. Émettre un mandat d'arrêt contre le Président soudanais Omar al-Bashir mais lui permettre de rester au pouvoir renforce l'impunité des autres leaders.
- Nous devons déshonorer et embarrasser les bourreaux notoires en organisant des manifestations pour les accueillir devant leurs hôtels lorsqu'ils voyagent. (Un DDH, Swaziland)
- De nombreux journalistes sont tués pour empêcher les informations de sortir. Pour contrer une telle répression, il est vital de publier ces histoires, parce que lorsque cela a été fait, les assassinats diminuent. Tuer les messagers ne devrait pas jamais faire taire la vérité. (Un DDH, Guatemala)
- Les lois contre le terrorisme aggravent souvent les violations des droits. Nous devons analyser cela.
- La Banque Mondiale et d'autres donateurs ont financé les réformes judiciaires qui ont de manière irresponsable multiplié les tribunaux en Mongolie, créant un système dysfonctionnel.
- Dans de nombreux cas, les investissements des multinationales créent les conditions propices aux violations. (Un DDH, Argentine)
- Quand les tueurs jouissent de l'impunité et que les tribunaux ne sont pas indépendants, la communauté internationale doit agir. Donner aux familles des personnes tuées une chance de parler. Empêcher les coupables de voyager; lancer des mandats d'arrêt. (Un DDH, Maroc)

SI VOUS AVEZ PEUR DE MONTRER VOS VISAGES, NOUS SOMMES ICI POUR MONTRER LES NÔTRES POUR VOUS AIDER À VOUS DÉFENDRE
UN DDH, GUATEMALA

TOUS LES JOURS, JE ME DIS QUE C'EST PEUT-ÊTRE MON DERNIER JOUR
UN DDH, BANGLADESH

MON TRAVAIL ÉTAIT DE DÉFENDRE LES PRISONNIERS POLITIQUES DEVANT LES TRIBUNAUX ANTITERRORISTES. IL Y A PLUS DE 150.000 PRISONNIERS EN SYRIE, ET 50.000 SONT MORTS SOUS LA TORTURE. LA SITUATION EN PRISON DÉFIE TOUTE DESCRIPTION. DANS LA PRISON IDLIB, LES GARDIENS ONT ASSASSINÉ TOUS LES PRISONNIERS AVANT DE BATTRE EN RETRAITE. [...] NOUS SOMMES TÉMOINS DE CRIMES DE GUERRE ET DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ, MAIS RIEN N'EST FAIT. CELA SAPE PROFONDEMENT LA CONFIANCE QUE LE PEUPLE SYRIEN PORTE AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET AU DROIT INTERNATIONAL
UN DDH, SYRIE

LA PREMIÈRE VICTIME DE L'IMPUNITÉ EST LA VÉRITÉ
UN DDH, VENEZUELA

MINES EXTRACTIVES ET PROJETS ÉCONOMIQUES

Beaucoup de participants ont abordé les violations des droits humains associées à l'industrie de l'extraction et aux grands projets d'infrastructure. Ils ont critiqué les modèles de développement qu'ils représentent, les abus et la corruption qu'ils engendrent, les dégâts environnementaux qu'ils causent, et les doubles discours des États qui prônent les droits humains tout en promouvant de tels investissements.

Selon le groupe de travail en Français: "Les DDH sont particulièrement en danger lorsqu'ils défendent les intérêts des communautés locales contre les intérêts économiques des entreprises qui exploitent les ressources primaires. Dans ces cas-là, les DDH doivent non seulement faire face à des gouvernements corrompus qui veulent protéger leurs sources de revenus, mais également à des groupes de la société, tels que les leaders religieux, qui font campagne contre les DDH et soutiennent les intérêts des entreprises".

L'Amazonie est une région vouée à la destruction à cause des gros projets soutenus par le gouvernement brésilien et les grandes entreprises étrangères. Plusieurs DDH autochtones ou autres ont été assassinés pour avoir défendu l'environnement et leurs terres. Ceux qui se battent sont raillés, calomniés, emprisonnés [...] Même si nous ne nous sentons pas en sécurité et protégés, nous continuons à lutter. Ils ne vont pas nous réduire au silence. Un DDH, Brésil

Dans la région de Miskito, nous luttons pour la reconnaissance et nos terres [...]. Les colons arrivent, détruisent notre environnement, notre société en investissant dans les gros projets économiques. Nos plaintes sont généralement ignorées et le niveau des conflits est désormais alarmant. Depuis 2014, les colons sont responsables d'au moins 60 attaques par armes à feu. Plusieurs personnes ont été tuées et certaines communautés ont été déplacées et ont besoin d'être protégées. [...] Les autorités du Nicaragua ne font rien pour nous protéger. Un DDH, Nicaragua

Les investissements déclenchent souvent des représailles contre les plus pauvres. Meurtres par la police, crimes par la police et corruption par la police - beaucoup d'intimidation. Dans tous ces cas, le dénominateur commun est la pauvreté. Et pourtant, beaucoup considèrent que les pauvres sont une menace pour leur bien-être. Un DDH, Argentine

Nous souffrons de la malédiction du lieu. Nous avons les plus grandes entreprises du monde qui cherchent nos minerais et nos richesses pour fournir le plus grand marché du monde. Un DDH, Mongolie

La guerre est terminée, mais une autre guerre fait rage: une guerre pour les minerais de sang. Un DDH, RDC

Nous avons une grande mine dans notre région, qui a empoisonné nos rivières et l'environnement. L'accord avec l'entreprise signé par les leaders de notre communauté indique qu'il doit être revu régulièrement. Cependant, le gouvernement n'a jamais lancé le réexamen que nous réclamons. Nous sommes loin de la ville et les communications sont difficiles. Nous sommes sous pression à cause de notre travail pour l'environnement et la communauté. J'ai été menacé et j'ai dû déménager dans la capitale avec ma famille. Un DDH, Papouasie-Nouvelle Guinée

Je suis Maya. Comme dans d'autres pays, nous commençons à comprendre le modèle économique de l'extraction. C'est une nouvelle forme de colonialisme et de pillage. Cela complique nos vies. Nous n'aidons plus les gens à résoudre leurs problèmes, car nous luttons contre l'urgence du crime, de l'exploitation et de la violence. Le gouvernement du Guatemala dit que nous sommes des criminels, que nous sommes contre le développement. Il abuse du système judiciaire pour criminaliser notre lutte. [...] les organisations internationales sont coupables de jouer un double jeu. Nous avons porté une affaire devant la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, car les droits fondamentaux des peuples indigènes sont bafoués, mais nous ne sommes pas certains que le tribunal statue en notre faveur. Tout n'est pas sombre, mais nous sommes mis au défi par ce nouveau et faux modèle de développement. Un DDH, Guatemala

SESSION 4

Stratégies pour s'attaquer aux risques spécifiques liés au genre courus par les défenseuses des droits humains. Panel composé de Marusia Lopez-Cruz (Mesoamerican Initiative for WHRDs), Nighat Dad (Pakistan), Helene Kokolou Zogbelemou (Guinée), Azza Soliman (Égypte), et Selia Kramer (Kirghizstan).

Il a été demandé aux panellistes de décrire les circonstances qui les ont menées à être défenseuses des droits humains (FDDH) et à dénoncer les attaques contre les FDDH dans leurs régions. Marusia Lopez-Cruz a dit qu'elle a réalisé à quel point les femmes étaient secondaires au Mexique lorsqu'elle a dû avorter à l'âge de 15 ans et lorsque plus tard, elle a compris l'étendue des violences sexuelles, qui sont une extension de la violence de l'État.

Helena Kokolou Zogbelemou a déclaré qu'elle avait subi des MGF à l'âge de 15 ans puis de nombreuses formes de violences liées au genre.

À 15 ans j'ai été excisée, ce qui a été horriblement douloureux. J'ai perdu du sang pendant trois jours. À cause des mauvais soins, il y a eu des complications. Plus tard, chez moi, j'ai dû avoir des relations sexuelles sans plaisir: J'étais un objet exploité pour le plaisir de l'homme. Lorsque je me suis refusée à lui, mon mari s'est plaint à mes parents qui se sont rangés de son côté. Ils ne m'ont pas parlé pendant deux ans. Cela m'a conduite à défendre les autres femmes contre les MGF et le mariage des enfants.

Après une enfance tolérante, Azza Soliman a déclaré qu'elle avait pris conscience des problèmes relatifs au genre lorsqu'elle a quitté son domicile. "Mes parents étaient libéraux, et je n'ai jamais porté le voile. Mais lorsque je suis sortie dans le monde, j'ai réalisé à quel point les politiciens [égyptiens] étaient machistes et à quel point la société était intolérante". Elle a commencé à dire ce qu'elle pensait des droits des femmes et à tenter d'interpréter la charia en des termes qui avantageraient les femmes.

En tant qu'avocate, Nighat Dad a défendu les affaires de femmes au Pakistan qui étaient harcelées sur internet. Après la tentative d'assassinat contre Malala Yousafzai, elle a elle-même reçu des menaces sur internet. Les agences de sécurité lui ont envoyé des messages disant "Nous savons ce que tu fais et que tu pollues l'esprit des jeunes au Pakistan". Cela l'a conduite à être une experte en réglementation des plateformes de réseaux sociaux (telles que Twitter et Facebook) qui peuvent être utilisées tant pour protéger que pour s'en prendre aux femmes.

Comme Azza Soliman, Selia Kramer a eu une enfance libérale. Cependant, elle a réalisé que les femmes ne sont pas libres de diriger leurs propres vies et qu'elles sont en effet la propriété de leurs familles lorsque le gouvernement a refusé des visas à des femmes qui souhaitaient étudier à l'étranger sous prétexte qu'elles seraient probablement utilisées comme des travailleuses du sexe.

Nous appartenons à nos pères et à nos mères. Nous appartenons à nos maris. Nous appartenons à nos communautés. Il est temps que nous donnions le ton, en sachant qui nous sommes et en restant sur notre chemin.

Lorsqu'on lui a demandé de décrire les problèmes auxquels elle doit faire face, Marusia Lopez-Cruz a déclaré que dans de plus en plus de zones du Mexique, les femmes ne peuvent pas sortir seules sans être agressées, voire même mutilées ou tuées. Les agressions physiques ont augmenté, tout comme les menaces d'agressions sexuelles et la diffamation. La violence familiale est élevée, les femmes qui défendent les femmes contre les violences sont en danger et les violences ont également lieu au sein des organisations de défense des droits - un sujet tabou.

Nous devons examiner honnêtement ce que nous faisons dans nos propres mouvements pour voir si nous reproduisons la discrimination.

Helène Kokolou Zogbelemou a observé qu'en Guinée, il était tabou de parler des MGF, sauf lorsque d'autres femmes les ont aussi subies. Les femmes qui les dénoncent risquent d'être condamnées à des amendes, rejetées de leur communauté ou même empoisonnées. Elles sont considérées comme ayant trahi les secrets de leur société. Et les autres communautés n'accepteront pas les femmes bannies. Elles sont rejetées par la société. Par conséquent, les femmes se sentent obligées de rester silencieuses et de rester dans des mariages où elles ne sont pas heureuses. Elle a indiqué que dans les pays où il y a des lois contre les MGF, elles ne sont pas appliquées. "Les femmes qui pratiquent les MGF sont bien organisées. Elles doivent être convaincues".

Vous devez comprendre ce que sont les MGF: c'est une façon de contrôler les femmes. Les femmes ont besoin d'être éduquées; elles doivent être capables de s'éloigner des MGF.

Azza Soliman a déclaré que les femmes en Égypte sont des citoyennes de seconde classe dans une société non démocratique. "Lorsque nous avons parlé d'inceste, on nous a dit que nous attaquions l'Égypte. Lorsque nous avons parlé des droits des Chrétiens en Égypte, on nous a dit que nous étions hostiles à la religion et à l'Islam". Après avoir vu un policier tuer une femme dans la rue, Azza a témoigné et a elle-même été arrêtée pour avoir instigué des troubles. Récemment acquittée, elle a déclaré qu'elle

LORSQU'UNE FEMME EST ATTAQUÉE, LE MESSAGE ENVOYÉ EST QUE TOUTES LES FEMMES DEVRAIENT RESTER À LA MAISON UN DDH, MEXIQUE

NOUS DISONS QUE LES FEMMES SONT COMME L'EAU, EN SE RASSEMBLANT ON DEVIENT PLUS FORTES. UN DDH, AMAZONIE

IL EST DIFFICILE DE FAIRE CONFIANCE À QUELQU'UN. JE NE PEUX MÊME PAS FAIRE CONFIANCE À MES PROCHES
UNE DDH, PAKISTAN

POUR LES HOMMES C'EST ÉGALEMENT DIFFICILE À CAUSE DES NORMES SEXUELLES. LES HOMMES DDH SONT ÉGALEMENT MAL PAYÉS. ET NOUS NE POUVEZ PAS ÊTRE MALADE, VOUS NE POUVEZ PAS PARLER DE VOTRE DOULEUR, VOUS NE POUVEZ PAS AVOIR DE CHAGRIN. MAIS CONTRAIREMENT AUX FEMMES, VOUS CROYEZ EN VOTRE PROPRE CORPS
UN DDH, KIRGHIZSTAN

JE SUIS UNE FEMME TRANSEXUELLE. LORSQUE J'AI FAIT MON COMING-OUT, MA MÈRE A ÉTÉ TRAUMATISÉE, J'AI ÉTÉ JETÉE HORS DE MA MAISON. JE SUIS DEVENUE SANS-ABRIS ET UNE TRAVAILLEUSE DU SEXE. LORSQUE JE SUIS RENTRÉE CHEZ MOI, J'AI TROUVÉ DU TRAVAIL, MAIS J'AI SOUVENT ÉTÉ VIRÉE PARCE QUE JE RESSEMBLAIS À UNE FEMME. J'AI INTENTÉ DES POURSUITES POUR DISCRIMINATION ET CELA A CRÉÉ PLUSIEURS PRÉCÉDENTS JURIDIQUES. J'AI FONDÉ UN CENTRE MÉDICAL POUR LES TRANSEXUELS ET MAINTENANT JE DIRIGE LA FÉDÉRATION ÉQUATORIENNE LGBTI. J'AI ÉTÉ ATTAQUÉE PLUSIEURS FOIS, ET IL Y A EU DES TENTATIVES D'ASSASSINAT CONTRE MOI. J'AI SUBI DES CHOSES TERRIBLEMENT NÉGATIVES DANS MON ADOLESCENCE, MAIS JE LES AI TRANSFORMÉES EN QUELQUE CHOSE DE POSITIF.
UNE DDH, ÉQUATEUR

continue à souffrir personnellement d'avoir vu une femme se faire tuer, et s'inquiète de la sécurité de son jeune fils si elle est de nouveau arrêtée ou détenue.

Nighat Dad a souligné que toutes les formes de violence contre les femmes sont répercutées dans le monde d'internet. Certains gouvernements ont payé des trolls pour systématiquement s'en prendre aux critiques sur les réseaux sociaux. Elle a conseillé aux participants de ne jamais sous-estimer la menace du harcèlement sur internet. Les femmes ne devraient pas tourner la tête lorsque des menaces sont proférées, mais prendre des mesures pratiques pour y remédier.

Lors de ce débat, les participants ont fait plusieurs commentaires.

- Pourquoi les militants masculins en Afrique de l'Ouest ne s'identifient-ils pas à la lutte des femmes? Pourquoi leur attitude n'a-t-elle pas changé?
- Les questions relatives aux femmes, aussi importantes soient-elles, ne devraient pas être isolées des autres questions relatives aux droits humains, parce que cela rend les femmes plus vulnérables.
- Nous devons construire des alliances. En Équateur, mon groupe LGBTI a travaillé avec un groupe de lesbiennes pour faire avancer une plainte et les femmes ont gagné, et ont remporté des dommages et intérêts du gouvernement.
- Les MGF sont une question difficile, car les comportements sont également profondément ancrés. Mais le dialogue entre les victimes et les femmes qui pratiquent les LGF sont souvent superficiels. Nous devons aider les communautés à trouver leurs propres solutions.
- Pourquoi y'a-t-il si peu de femmes leaders?
- Les groupes de défense des droits humains sont souvent dominés par les hommes. Quel est l'effet de la formation des femmes DDH?

SESSION 5

Initiatives pour la protection des défenseurs des droits humains. Panel composé de Griffey (OSCE), Rosa Celorio (Commission interaméricaine des droits humains), Jean-Louis Ville (Commission européenne) et Lela Tsiskarishvili (Centre géorgien pour la réhabilitation des victimes).

Brian Griffey a présenté les Lignes directrices sur la protection des défenseurs des droits humains (Guidelines on the Protection of Human Rights Defenders), inspirées par la déclaration de Dublin et publiées lorsque l'Irlande présidait l'organisation. Les lignes directrices rassemblent les principes clés contenus dans d'autres guides sur les DDH et les normes en matière de bonnes pratiques, et soulignent l'importance de créer un environnement qui facilite l'autonomie. L'OSCE développe des vidéos informatives en complément du document et commencera à suivre l'application de ces lignes directrices à partir de l'an prochain. M. Griffey a souligné que les 57 États appartenant à l'OSCE sont différents et que l'on peut s'attendre à une application inégale.

Je soutiens le point de vue exprimé par plusieurs autres intervenants, à savoir, que nous avons besoin d'une coalition d'organisations pour promouvoir et protéger les droits humains, qui comprendrait les gouvernements, l'ONU, l'OSCE et la société civile.

Rosa Celorio a expliqué les principaux mécanismes de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) et de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. Elle a indiqué que la situation des DDH sur le continent s'est aggravée au lieu de s'améliorer. La CIDH a reçu de nombreux signalements d'actes de violence et de menaces contre les personnes LGBTI et à propos de conflits relatifs à la terre, au développement et des droits reproductifs et sexuels, mais aussi des signalements d'arrestations arbitraires et de disparitions.

Elle a souligné les différents mécanismes disponibles (demandes d'affaires, mesures de précaution, initiatives régionales, audiences thématiques, visites, rapporteurs), en se focalisant sur les mesures de précaution, les enquêtes régionales et les audiences.

Jean-Louis Ville a déclaré que l'UE s'est engagée à renforcer la protection des DDH lorsqu'ils sont particulièrement en danger. L'Instrument européen pour les droits de l'Homme et la démocratie (EIDHR) permet à l'UE de mieux soutenir les DDH, tandis que le plan d'action de l'UE sur les droits humains et la démocratie apporte du soutien supplémentaire et promeut un environnement plus sûr pour la société civile. En outre, un nouveau plan d'action sur le genre engage l'UE à travailler sur les MGF, les mariages des jeunes filles, l'autonomisation et la voix politique des femmes. L'EIDHR est désormais le plus grand programme pour la protection des DDH dans le monde entier. Entre 2015 et 2020, il consacrerait 20-25% de son budget pour la protection des DDH (200-250 millions d'euros sur la période). Cela signifie une dépense moyenne de 37 millions d'euros par an, en comparaison aux 20 millions d'euros annuels des quatre dernières années, ce qui montre l'engagement de l'UE pour les DDH. En 2015, 10 millions d'euros seront disponibles pour des appels dans 107 pays, et 5 millions d'euros pour les appels à projets internationaux au niveau mondial. L'UE a également établi un autre mécanisme mondial pour 15 millions d'euros, pour attribuer des ressources aux affaires très graves. Le système de l'UE de petites subventions d'urgence pour le court terme, déboursées directement, est passé de 100 affaires à sa création à plus de 220 en 2015.

Les participants ont posé diverses questions aux intervenants, et plusieurs se concentraient sur la régulation du secteur des affaires et le lien entre les investissements commerciaux et les violations des droits humains.

- Qu'est-ce que l'UE peut faire en Europe, lorsque la situation se détériore aussi? (Un DDH, Hongrie)
- Les engagements de l'UE envers les droits humains sont remis en question dans certains pays, car il se dit qu'elle renvoie les demandeurs d'asile vers des pays tels que le Soudan et qu'elle vend du gaz lacrymogène à des pays qui l'utilisent pour réprimer les manifestations.
- L'UE devrait approuver une juridiction universelle, qui rendrait possible la poursuite des personnes coupables de graves violations devant les tribunaux européens. (Un DDH, Syrie)
- Les importants donateurs tels que l'UE devraient surveiller les investissements des grandes entreprises européennes qui sont fréquemment associées à des exactions et des dégâts environnementaux. L'approche de l'Europe n'est pas cohérente. (Un DDH, Argentine)
- Les entreprises doivent être surveillées et régulées, car elles pillent nos pays.
- Nous avons soumis des affaires à la Cour interaméricaine des droits humains contre le gouvernement guatémaltèque et les compagnies minières. De par la loi, le gouvernement devrait dialoguer avec la société civile, mais il ne le fait pas, et il emprisonne beaucoup de nos leaders. (Un DDH, Guatemala)
- Nous avons besoin de mécanismes de protection plus efficaces en Amérique du sud. Nous avons demandé des mesures de protection, mais nous n'avons eu aucune réponse et nous ne nous sentons pas en sécurité.

En réponse, Rosa Celorio s'est excusée pour le retard de la Commission dans les affaires de mesures de précaution.

PERSONNE NE VA NOUS SERVIR CES DROITS
SUR UN PLATEAU. NOUS DEVONS LES
PRENDRE
UN DDH, TUNISIE

VOUS AVEZ BESOIN QUE QUELQU'UN VOUS
DISE 'TU N'ES PAS SEUL' ET QU'IL SE DRESSE
À CÔTÉ DE VOUS
UN DDH, ÉGYPTÉ

Elle a reconnu que les activités minières et les grands projets d'infrastructure représentent un problème majeur dans la région. La CIDH prépare une étude sur les mines, qui examinera également comment les ressources naturelles devraient être protégées ainsi que les responsabilités de gouvernement dans ce domaine.

Jean-Louis Ville a reconnu que les pays européens ne faisaient pas preuve du même engagement en ce qui concerne les droits humains. Il a déclaré que c'est le sujet d'un débat interne animé. Des préoccupations particulières devraient être soulevées auprès de l'Agence fondamentale pour les droits humains, responsable de surveiller les droits humains au sein de l'UE.

L'Europe a-t-elle un double standard sur le monde des affaires et les droits humains? M. Ville a indiqué que la société civile européenne fait pression sur l'UE afin qu'elle applique avec plus de rigueur les Principes directeurs relatifs aux pratiques des entreprises. Pour le moment, elle a adopté une approche volontaire, mais la question est activement débattue par les gouvernements et les entreprises. La question de la cohérence de la politique revient tous les jours. M. Ville a déclaré que selon lui il est bien mieux d'avoir des mécanismes relatifs aux droits humains à disposition, même si, pour des raisons politiques, ils ne sont pas toujours appliqués avec la plus grande cohérence.

GÉRER LE BIEN-ÊTRE

Lela Tsiskarishvili, du Centre géorgien pour la réhabilitation des victimes de torture, a parlé de la gestion du bien-être des DDH.

Nous sommes des personnes avant tout, et nous pouvons être traumatisées et souffrir à cause de notre travail [...] nous devrions prendre soin de nous-mêmes.

Parce que les êtres humains ont des ressources émotionnelles et personnelles limitées, et que le travail des DDH est stressant et ne cesse jamais, les DDH peuvent devenir frustrés et en colère, ou être affectés par les souffrances de ceux qu'ils aident. S'ils ne prennent pas de mesures pour protéger leur santé et leur amour-propre, ils peuvent devenir autocritiques, aigris, narcissiques (syndrome du "sauveur du monde") ou simplement fatigués.

Il est vital d'établir des frontières. La supervision est essentielle. Elle a dressé la liste des lignes rouges auxquelles il faut faire attention.

- Le personnel n'est pas géré.
- Le personnel ne délègue pas.
- La direction est autoritaire.
- Le processus de prise de décision est trop égalitaire.
- Les décisions ne sont pas prises.
- La charge de travail du personnel est inégale
- Le personnel ne se sent pas apprécié.
- Le personnel surestime ses capacités.
- Les environnements de travail sont chaotiques et stressants.
- Les délais ne peuvent pas être respectés
- Les équipes ne communiquent pas.
- Le personnel ne socialise pas ou ne se relaxe pas.

Elle a recommandé que les DDH se rencontrent régulièrement dans des lieux sûrs pour parler des politiques, de la charge de travail, du niveau de stress, etc.

Nos organisations doivent se comporter et ressembler au monde que nous voulons créer. Nous devons anticiper longtemps à l'avance. Un DDH, États-Unis

J'appartiens à un réseau de blogueurs vietnamiens qui promeut des campagnes en faveur des droits humains. Beaucoup de nos membres sont harcelés, condamnés à payer des amendes, ont eu leur passeport confisqué, ont perdu leur emploi [...]. De nombreux DDH sont brisés et ont abandonné à cause du harcèlement de leur famille. La plupart d'entre nous peuvent supporter des souffrances personnelles, mais nous ne pouvons pas supporter de voir ceux que nous aimons souffrir à cause de notre travail pour les droits humains.

Un DDH, Vietnam

SESSION 6

Mise en échec, flexibilité et résilience: continuer à travailler malgré des lois restrictives.
Panel composé de Svetlana Gannushkina (Fédération de Russie), Adilur Rahman Khan (Bangladesh) et des DDH d'Éthiopie et d'Iran.

Svetlana Gannushkina a décrit la réponse face au harcèlement administratif des DDH en Fédération de Russie. Une récente loi classe les ONG qui reçoivent de l'argent de l'étranger comme des agents étrangers, ce qui en Russie signifie "ennemis du peuple". Une autre loi sur les "organisations indésirables" aurait inclus l'OSCE et l'ONU jusqu'à ce qu'elle soit amendée, mais elle inclut toujours Amnesty International et des organisations internationales semblables.

La société civile a répondu en refusant de s'enregistrer. Les organisations sont poursuivies, elles défendent leurs propres cas et elles sont régulièrement condamnées à payer une amende, car les juges prennent le parti de l'État, même lorsqu'il argumente de façon illogique. Les organisations indépendantes de la société civile russe (CSOs) continuent à travailler pour changer la loi et acceptent toujours les fonds provenant de l'étranger.

Svetlana Gannushkina a donné un exemple de pensée créative. Menacée de se voir retirer l'enregistrement, une organisation a créé cinq organisations sœurs qui ont financé son plaidoyer et pour lesquelles le personnel a travaillé gratuitement.

Elle a souligné que les nouvelles lois sont contreproductives. Elles endommagent l'infrastructure des institutions parlementaires et des médias russes, ainsi que l'indépendance judiciaire, sur laquelle repose la viabilité de l'État russe. Mais elle a prévenu:

Nous devons travailler avec les parlementaires et d'autres organismes officiels; nous devons éviter de nous positionner nous-mêmes ou d'être vus comme des ennemis de l'État.

Adilur Rahman Khan a décrit la répression croissante et les contraintes imposées à la société civile au Bangladesh. Pour les organisations de la société civile, la situation est de plus en plus difficile. L'État a interdit aux organisations non enregistrées de recevoir des fonds provenant de l'étranger et les donateurs de l'étranger respectent cette décision. Les organisations sont la cible d'une diffamation virulente de la part des autorités, et de nombreux DDH, dont de nombreux journalistes, sont en prison. Dans la propre organisation d'Adilur Rahman Khan, beaucoup d'employés ont dû partir à cause des menaces ou parce qu'elle ne pouvait plus payer leurs salaires. Mais elle continuera à œuvrer pour construire un Bangladesh démocratique. Au bout du compte, a-t-il dit, seul le soutien de la communauté protégera vraiment les DDH et fera avancer la cause des droits humains.

Si le système judiciaire fonctionne, vous pouvez chercher des failles - mais notre système est dysfonctionnel. Nous ne pouvons chercher des failles: nous pouvons simplement retarder les décisions prises contre nous.

La loi éthiopienne sur la société civile restreint sévèrement le financement des organisations, la mise en réseau et leurs activités. Les organisations de la société civile doivent obtenir 90 pour cent de leurs sources de revenus de sources nationales et ne sont en aucun cas autorisées à travailler avec les ONG étrangères, tandis que les ONG étrangères n'ont pas le droit de travailler sur la question des droits humains. La loi a entraîné la fermeture de presque toutes les 2500 ONG en Éthiopie ou les a poussées à fournir des services. Seules cinq continuent à travailler sur les droits humains. Pour survivre, elles doivent lever plus de fonds localement, réduire leurs coûts et faire des alliances avec des organisations qui ne sont pas soumises à la loi sur la société civile, telles que les universités. Les départements de droit envoient de jeunes avocats travailler gratuitement. L'UE a obtenu la permission d'inclure les droits humains dans son portfolio sur le développement, ce qui lui permet de financer quelques activités relatives aux droits humains. Les organisations internationales et des universités étrangères soutiennent le travail de la société civile indirectement en finançant les universités éthiopiennes qui collaborent avec elles.

Une personne a demandé à l'intervenant comment les organisations éthiopiennes parlaient des "droits humains" ou de la "démocratie", étant donné que ces sujets sont juridiquement irrecevables. Il a répondu qu'il est important de comprendre les motivations et la logique d'une législation restrictive. Elle vise à entraver la capacité des personnes à agir de façon indépendante. La plupart des organisations en Éthiopie sont en mode survie, mais elles ont plusieurs stratégies. Identifier vos alliés, identifier les failles, penser d'une autre façon.

Nous ajustons notre langage pour respecter la loi. Nous parlons de "feedback" et de "bien-être" à la place de "droits". Les organisations internationales parlent d'"autonomisation des femmes" lorsqu'elles parlent des pratiques traditionnelles dangereuses.

En Iran, il y a une longue et lente lutte pour la libre expression, des institutions démocratiques et la fin des violations des droits humains, lors de laquelle des milliers de personnes ont été exécutées. Les intervenants ont affirmé qu'il est essentiel pour les iraniens, et d'autres dans la même situation, de former leurs propres organisations, car, au bout du compte, les organismes tels que l'ONU sont plus proches des États qu'ils ne le sont du peuple.

NOUS NE POUVONS PAS NOUS PERMETTRE DE
NOUS ISOLER. NOUS DEVONS APPRENDRE À
TRAVAILLER AVEC LES AUTRES
UN DDH, FÉDÉRATION DE RUSSIE

NOUS DEVONS ÊTRE PLUS CRÉATIFS. [...] JE
NAI JAMAIS VU UNE LOI INFAILLIBLE QUI NE
POUVAIT ÊTRE CONTOURNÉE.
UN DDH, SWAZILAND

La peur est le plus grand outil des dictatures. Il est important de ne pas avoir peur, ou du moins de ne pas montrer que l'on a peur. [...] Nous pouvons être tués par des dirigeants autoritaires à tout moment - mais nous pouvons aussi mourir pour d'autres raisons. Bien que j'aime ma vie et que je me préoccupe de mon bonheur, je pense que nous devons nous débarrasser de la peur de la mort ou de la prison. Agissons ensemble et ayons foi en notre pouvoir pour parvenir au changement, parce que le désespoir est notre ennemi.

CONCLUSIONS ET RÉSULTATS DES GROUPES DE TRAVAIL

Durant ces deux après-midi, les participants se sont séparés en six groupes de travail pour parler des problèmes et des défis, identifier les actions à entreprendre pour les combattre ou les résoudre. Cette section rassemble ces débats. Ce résumé consacre moins d'espace aux menaces et défis décrits ci-dessus dans ce rapport et se concentre sur les défis internes et les solutions.

Analyse de la situation

Les communications modernes signifient que nous pouvons former des réseaux plus facilement, mais aussi que la surveillance électronique et le harcèlement sur les réseaux sociaux sont plus intrusifs. Nous pouvons prendre des mesures en faveur de la création d'une société civile universelle, mais nous devons aussi faire face à l'idée d'une société sous surveillance policière, dans laquelle il n'y a pas de vie privée. Dans certaines sociétés, l'isolement social, le harcèlement et la diffamation dans les médias sont aussi dangereux pour les DDH que la menace gouvernementale.

L'influence des grandes institutions internationales (ONU, Union européenne, OSCE, ou autres organes régionaux) décline, car elles n'ont pas donné la priorité aux droits humains et de nombreux médias d'État orchestrent d'importantes campagnes de désinformation contre eux. Par conséquent, la société civile perd également confiance en ces institutions; de plus en plus de DDH ne croient plus que les institutions internationales puissent les protéger efficacement.

Les pays occidentaux prennent de la distance avec leurs propres valeurs et font moins attention aux droits humains. De façon plus générale, la communauté diplomatique ne défend pas suffisamment les droits humains ou les DDH.

La raison est en partie due à la peur du terrorisme international. Le terrorisme est une menace réelle, mais ne justifie pas de minimiser les droits humains. Dans certaines régions, les DDH sont chassés à la fois par des États intolérants, une société civile violente ou des groupes armés. Dans le même temps, il est de plus en plus difficile pour les DDH en danger de fuir ou de chercher la protection à l'étranger, en particulier en Europe.

Beaucoup de gouvernements deviennent moins tolérants face à la dissidence. Ils harcèlent la société civile administrativement, étranglent les financements, adoptent des lois qui entravent la démocratie et réduisent la place de la société civile, et ils promeuvent les ONG sponsorisées par le gouvernement (GONGO) pour perturber leur travail légitime en faveur des droits humains.

Les journalistes, travailleurs LGBTI, femmes DDH et militants qui travaillent sur d'importants projets économiques sont particulièrement en danger.

Dans cette situation, la communauté des DDH devient le gardien des valeurs mondiales - une immense responsabilité.

Il y a une retraite libérale au sein de la communauté internationale. Le groupe de travail Asie (en anglais)

Plus la communauté internationale ferme les yeux, plus les DDH sont en danger. Le groupe de travail en français

Défis internes

- Les organisations de défense des droits humains ont une base de soutien superficielle. Par conséquent, le public ne se dresse pas à leurs côtés pour défendre les droits.
- Dans certaines régions, les DDH sont une communauté vieillissante. Beaucoup de leaders ont des modèles de prise de décision autoritaires et les organisations n'attirent pas, ne forment pas et ne donnent pas de responsabilités aux jeunes.
- Nos organisations sont parfois conservatrices et ont peur du changement. Certaines appliquent les mêmes programmes année après année et n'examinent pas de nouvelles approches.
- La gestion est souvent mauvaise. Dans certaines régions, cela est rarement abordé, mais cela conduit les jeunes professionnels à abandonner une carrière dans le domaine des droits humains, car ils ne voient aucune possibilité d'avancement professionnel.
- Le stress et la dépression sont des problèmes internes importants. Les organisations ne mettent pas grand-chose en place pour prévenir l'épuisement professionnel. Il existe trop peu de programmes de réhabilitation et ceux qui existent offrent un répit temporaire et non des solutions durables.
- Les DDH manquent de protection sociale. La plupart n'ont pas d'assurance médicale. Avec les effets sur le long terme d'un revenu faible, cela va devenir de plus en plus problématique lorsque les DDH vieilliront.
- Peu d'efforts sont mis en place pour protéger la sécurité des DDH, par exemple en établissant des procédures de sécurité, des communications sécurisées, etc.

NOUS AVONS BEAUCOUP EN COMMUN. NOUS
NOUS BATTONS TOUS POUR UN MONDE
MEILLEUR. TOUTES LES COULEURS DE L'ARC-
EN-CIEL SONT LÀ, ET NOUS AVONS BESOIN
D'AUTANT DE COULEURS QUE POSSIBLE POUR
RÉSISTER À CEUX QUI VEULENT UN MONDE
MONOCHROME
UN DDH, MEXIQUE

SI LES NOUVELLES ARRIVENT À L'ÉTRANGER,
LE GOUVERNEMENT RÉAGIT. C'EST CE QUI M'A
SAUVÉ.
UN DDH, NIGER

NOUS DEVONS ÊTRE PROACTIFS, PAS
RÉACTIFS. NOUS DEVONS ARRÊTER
D'ÉTEINDRE LES INCENDIES.
UN DDH, KENYA

Actions en réponse

- Construire le soutien de nos communautés. Le soutien du public et de la communauté est la meilleure forme de défense pour les DDH.
- Développer une stratégie pour tacler ces menaces avec les organisations de défense des droits humains locales, régionales et internationales.
- Développer des réseaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux pour soutenir les DDH qui sont attaqués ou en danger. Mettre en place des systèmes d'avertissement rapides. Identifier les "déclencheurs".
- Lorsque c'est faisable, entreprendre des actions locales rapidement après les arrestations. Appeler les autorités pour avoir des informations, aller aux postes de police.
- Développer des stratégies pour parvenir à des changements avec le temps. Dans le même temps, agir tactiquement. Examiner ce qui sera le plus efficace: diplomatie discrète, action par le biais des alliés, ou campagnes publiques. Lorsque cela s'applique, prendre des conseils juridiques avant d'agir.
- Construire des liens avec la communauté diplomatique, notamment lorsque les gouvernements ont peur de l'isolement politique. Encourager les diplomates à défendre les DDH et leur travail.
- Soutenir et construire des liens avec les mécanismes internationaux de protection. Dans le même temps, évaluer à quel point ils peuvent vous aider dans votre contexte.
- Chercher des gouvernements, des partis politiques, des entreprises, des universités et des institutions alliés, et travailler avec eux pour influencer le comportement de l'État.
- Construire le soutien du public envers le travail des DDH en incluant le public dans les activités, en communiquant intensivement et en s'attendant à régler les inquiétudes du public.
- En rendant publics les succès. Contrer la calomnie, construire une nouvelle histoire en faisant connaître des histoires positives et une image positive de votre travail.
- Partager les expériences avec les DDH de votre région et d'autres pays.
- Attirer, former et donner des responsabilités à de jeunes militants.
- Commencer par former des DDH dans le domaine de la sécurité numérique. Analyser les risques, développer une culture de la sécurité et faire des formations si besoin. Mettre en place des systèmes de sécurité pour les personnes et leurs organisations.
- Lever des fonds localement si vous le pouvez.
- Investir dans la formation dans le domaine de la gestion et accorder une attention particulière à la gouvernance.
- Planifier et mettre en place des programmes sur le long terme pour prévenir les dépressions et l'épuisement professionnel. Se rassembler. Prendre soin les uns des autres. Choyer l'estime de soi. Prendre des mesures pour réduire le stress.
- Traquer les mauvaises conduites dans votre organisation (harcèlement sexuel, discrimination, intolérance).

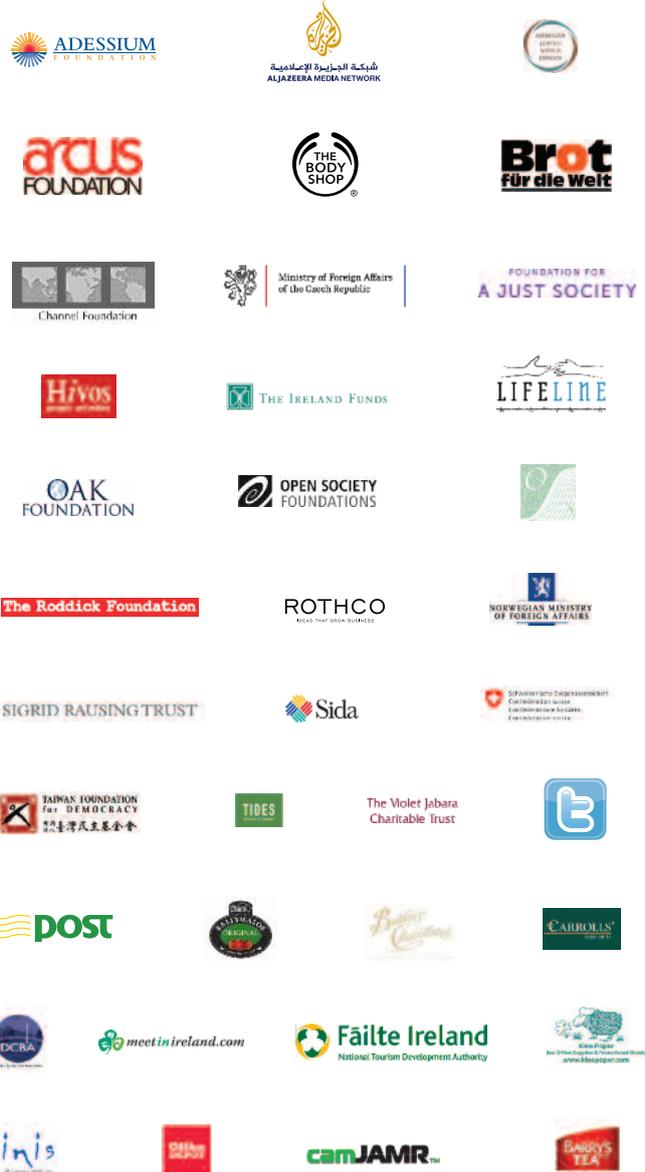


FRONT LINE DEFENDERS EST RECONNAISSANTE DU SOUTIEN GÉNÉREUX DES CONTRIBUTEURS SUIVANTS:



IRIS O'BRIEN FOUNDATION

- Adessium Foundation
- Al Jazeera
- American Jewish World Service
- Arcus Foundation
- The Body Shop
- Bread for the World
- The Channel Foundation
- The Ministry of Foreign Affairs of the Czech Republic
- Fairwind Foundation
- Foundation for a Just Society
- Hivos International
- The Ireland Funds
- Lifeline: Embattled CSO Assistance Fund
- Oak Foundation
- Open Society Foundations
- Overbrook Foundation
- Peter Schattner
- The Roddick Foundation
- Rothco Advertising Integration
- Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs
- Sigrid Rausing Trust
- Swedish International Development Cooperation Agency
- Swiss Federal Department of Foreign Affairs
- Taiwan Foundation for Democracy
- Tides Foundation
- The Tikva Grassroots Empowerment Fund
- The Violet Jabara Charitable Trust
- Twitter
- Anonymous
- An Post
- Ballymaloe Foods
- Butlers Chocolates
- Carrolls Irish Gifts
- Dublin City Business Association
- Dublin Convention Bureau
- Fáilte Ireland
- Klee Paper
- Fragrances of Ireland
- Office Depot
- camJAMR™
- Barry's Tea



Nous souhaitons aussi remercier nos nombreux soutiens individuels dont la contribution est essentielle pour notre travail.

www.frontlinedefenders.org

AUCUNE RÉPRESSION NE PEUT
DURER ÉTERNELLEMENT

UN DDH, PALESTINE

RAPPORT DE LA PLATE- FORME DE DUBLIN 2015 POUR LES DÉFENSEUR-SES DES DROITS HUMAINS

Dublin Castle, 4-6 novembre 2015

DUBLIN

Front Line Defenders - Head Office
Second Floor, Grattan House
Temple Road, Blackrock, A94 FA39
Co. Dublin, Irelande

Tel: 00 353 1 212 37 50
Fax: 00 353 1 212 10 01
Email: info@frontlinedefenders.org

BRUXELLES

Front Line Defenders - Bureau européen
Square Marie-Louise 72
1000 Bruxelles
Belgique

Tel: 00 32 230 93 83
Fax: 00 32 230 00 28
Email: euoffice@frontlinedefenders.org

Suivez Front Line Defenders
sur Facebook, Twitter et YouTube

www.facebook.com/FrontLineDefenders
twitter.com/FrontLineHRD
www.youtube.com/FrontLineHRD



Front Line Defenders subscribes to the Dóchas Code of Conduct on Images and Messages.



WWW.FRONTLINEDEFENDERS.ORG



Les idées, opinions et commentaires exprimés dans
cette publication sont de l'entière responsabilité de
Front Line Defenders et ne représentent ou ne
reflètent pas nécessairement la politique d'Irish Aid.

IRIS O'BRIEN
FOUNDATION



Le présent document a été élaboré avec l'aide financière
de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule
responsabilité de Front Line Defenders et ne peut en
aucun cas être considéré comme le reflet de la
position de l'Union européenne.